

A stylized graphic featuring a black silhouette of a Gothic tower with multiple spires on the left. To the right of the tower is a light blue line drawing of a city street grid. The entire background is a solid magenta color.

TOUR DE VILLE SOCIO-POLITIQUE FRIBOURG

HUIT LIEUX À FRIBOURG.

Chacun de ces lieux
raconte une histoire.

Sur la façon dont les habitant-e-s de
la ville s'entraident et se soutiennent
au fil des siècles.

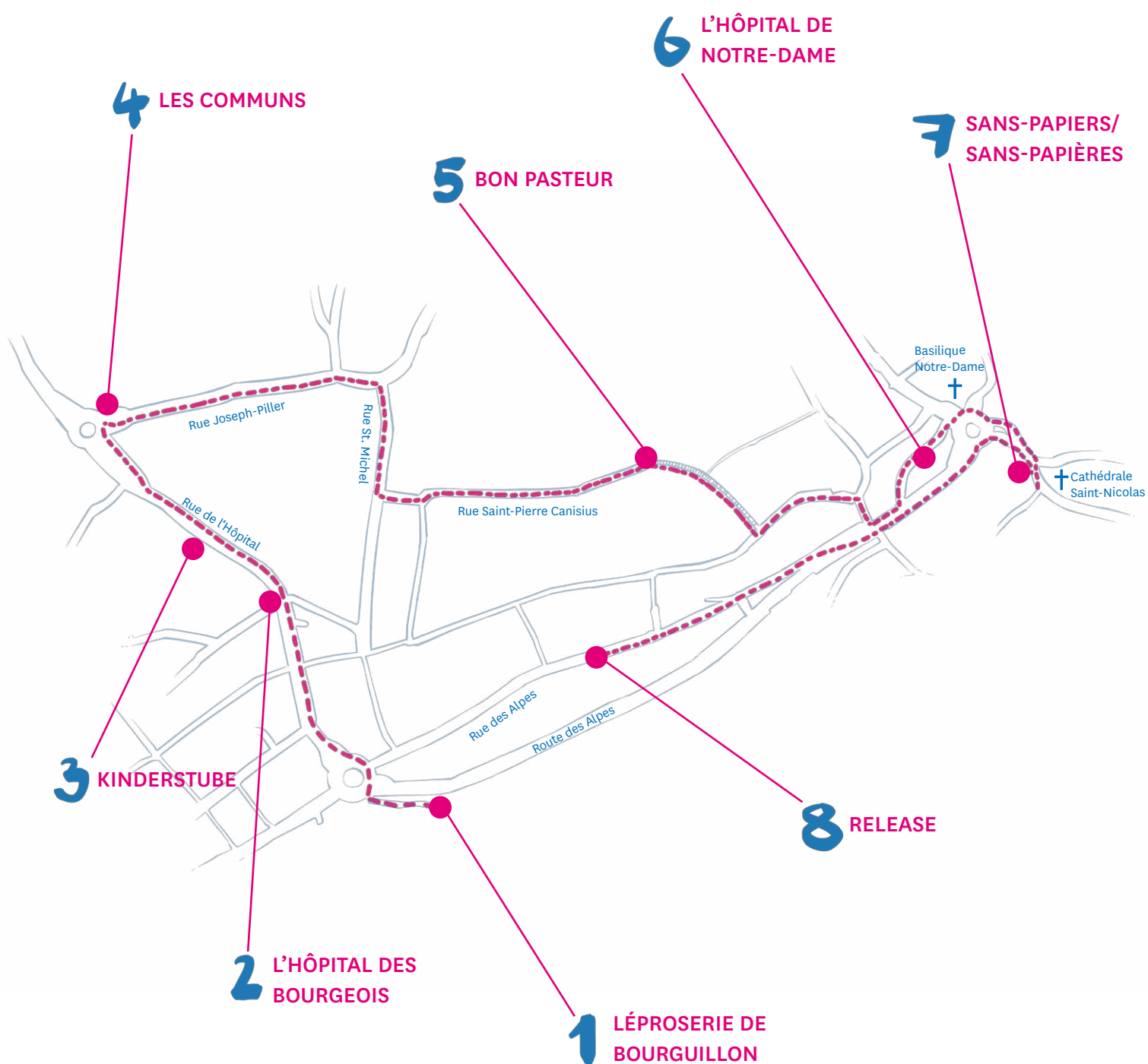
Sur la Bourgeoisie, dont
l'assistance devient de plus en
plus spécialisée et sélective.

L'évolution et les changements
de la politique sociale de la ville
– du Moyen Âge à nos jours.

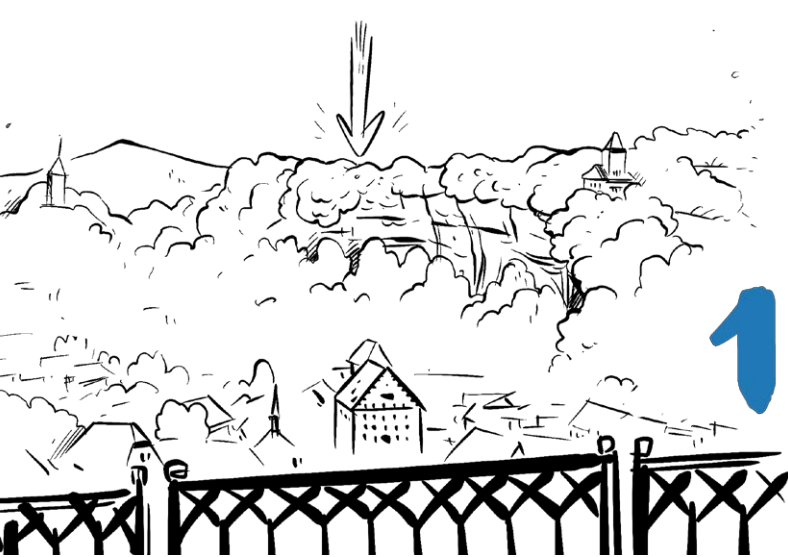
Les huit lieux mènent à travers
la ville de Fribourg et forment ...



... LE TOUR DE VILLE SOCIO-POLITIQUE FRIBOURG.



COMMENT TROUVER LES
LIEUX DANS LE PAYSAGE
URBAIN ACTUEL



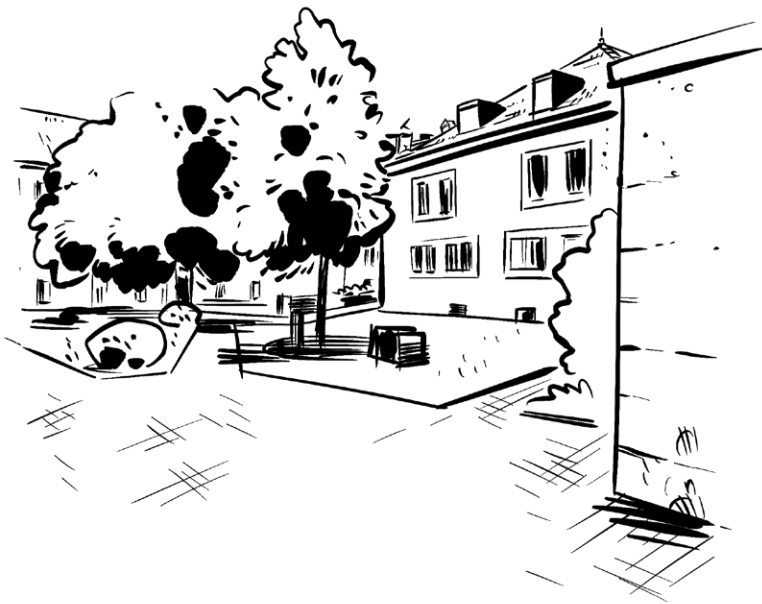
LÉPROSERIE DE BOURGUILLON

On peut le voir depuis la plate-forme
d'observation située à côté du Funiculaire,
dans le bosquet au-dessus de la paroi rocheuse.

2

L'HÔPITAL DES BOURGEOIS

Devant l'Hôpital des Bourgeois,
à côté de la fontaine



3

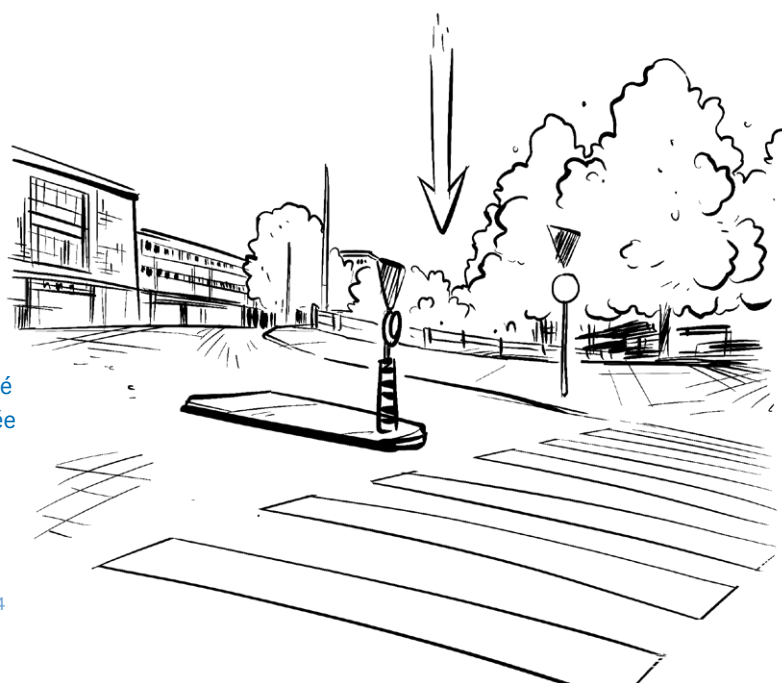
KINDERSTUBE

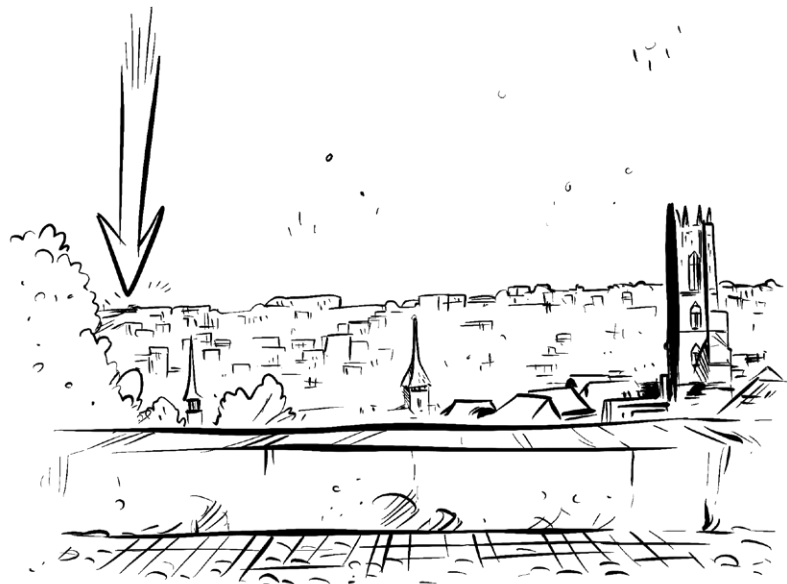
Rue de l'Hôpital 4

4

LES COMMUNS

Place vis à vis du Mondial, à côté
du rond-point et de la voie ferrée





5

BON PASTEUR

A voir depuis la plate-forme d'observation
au bout de la rue Saint-Pierre Canisius à
gauche avant les Escaliers du Collège

6

L'HÔPITAL DE NOTRE-DAME

Parking Place des Ormeaux



7

SANS-PAPIERS/SANS-PAPÎÈRES

A côté de la Cathédrale Saint-Nicolas,
au début de la Rue des Épouses

8

RELEASE

Rue des Alpes 30



1

JUSTE À L'EXTÉRIEUR DE FRIBOURG SE
TROUVAIT ENTRE 1252 ET LA FIN DU 17^E
SIÈCLE LA LÉPROSERIE DE BOURGUILLON.

Si pendant cette période la lèpre était détectée chez un citoyen ou une citoyenne, la personne devait s'isoler immédiatement dans cette léproserie. Le sexe, l'âge et le milieu social n'avaient pas d'importance.



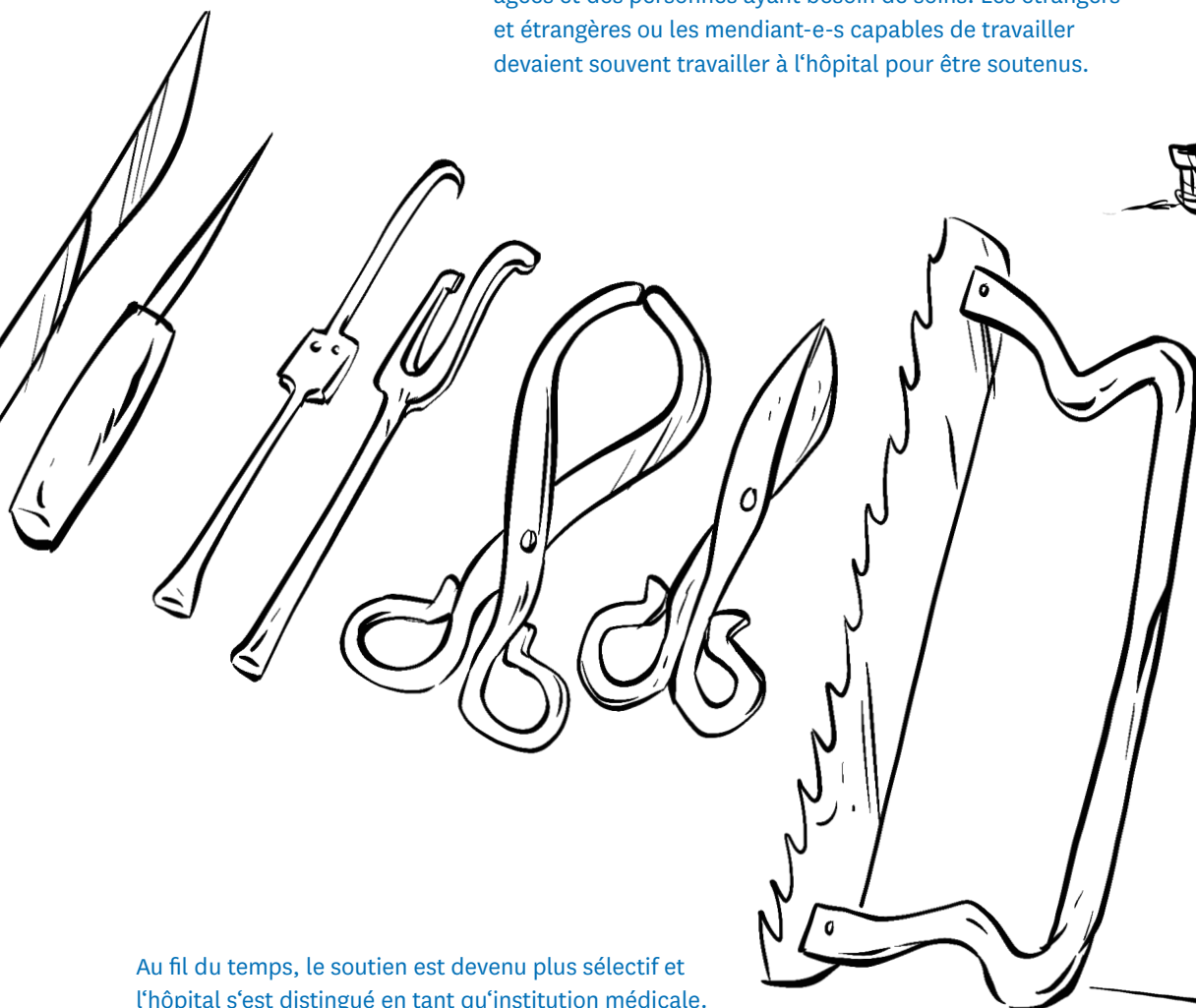
Les lépreux et lépreuses étaient considérés comme des malades incurables et ne recevaient donc pas de soins médicaux. Ils et elles n'étaient pas autorisés à s'approcher de quiconque en public et devaient attirer l'attention sur eux avec des crécelles.

Les dons et les legs étaient gérés par le „recteur des lépreux“ de la Bourgeoisie. Ainsi, les habitant-e-s de la léproserie recevaient de l'argent, de la nourriture, du vin et du bois de chauffage. Une fois par semaine, un homme traversait également la ville sur une charrette à âne et recueillait les dons en faisant sonner une cloche. Avec l'augmentation des normes d'hygiène et de santé, la lèpre a lentement disparu d'Europe et la léproserie a perdu de son importance.

2

CE BÂTIMENT A ABRITÉ L'HÔPITAL DES BOURGEOIS DE 1699 À 1972.

Il a remplacé l'hôpital de Notre-Dame, qui était devenu trop petit. Comme le l'hôpital de Notre-Dame, l'hôpital des Bourgeois était initialement multifonctionnel. Il s'occupait des voyageurs et voyageuses, des enfants, des personnes âgées et des personnes ayant besoin de soins. Les étrangers et étrangères ou les mendiant-e-s capables de travailler devaient souvent travailler à l'hôpital pour être soutenus.



Au fil du temps, le soutien est devenu plus sélectif et l'hôpital s'est distingué en tant qu'institution médicale. Les médecins et les chirurgiens de l'hôpital ont désormais repris le travail des barbiers et des médecins généralistes.

Les sœurs d'hôpital se sont vues confier des soins infirmiers et certaines tâches ont été confiées à des institutions spécialisées - par exemple la clinique psychiatrique de Marsens.

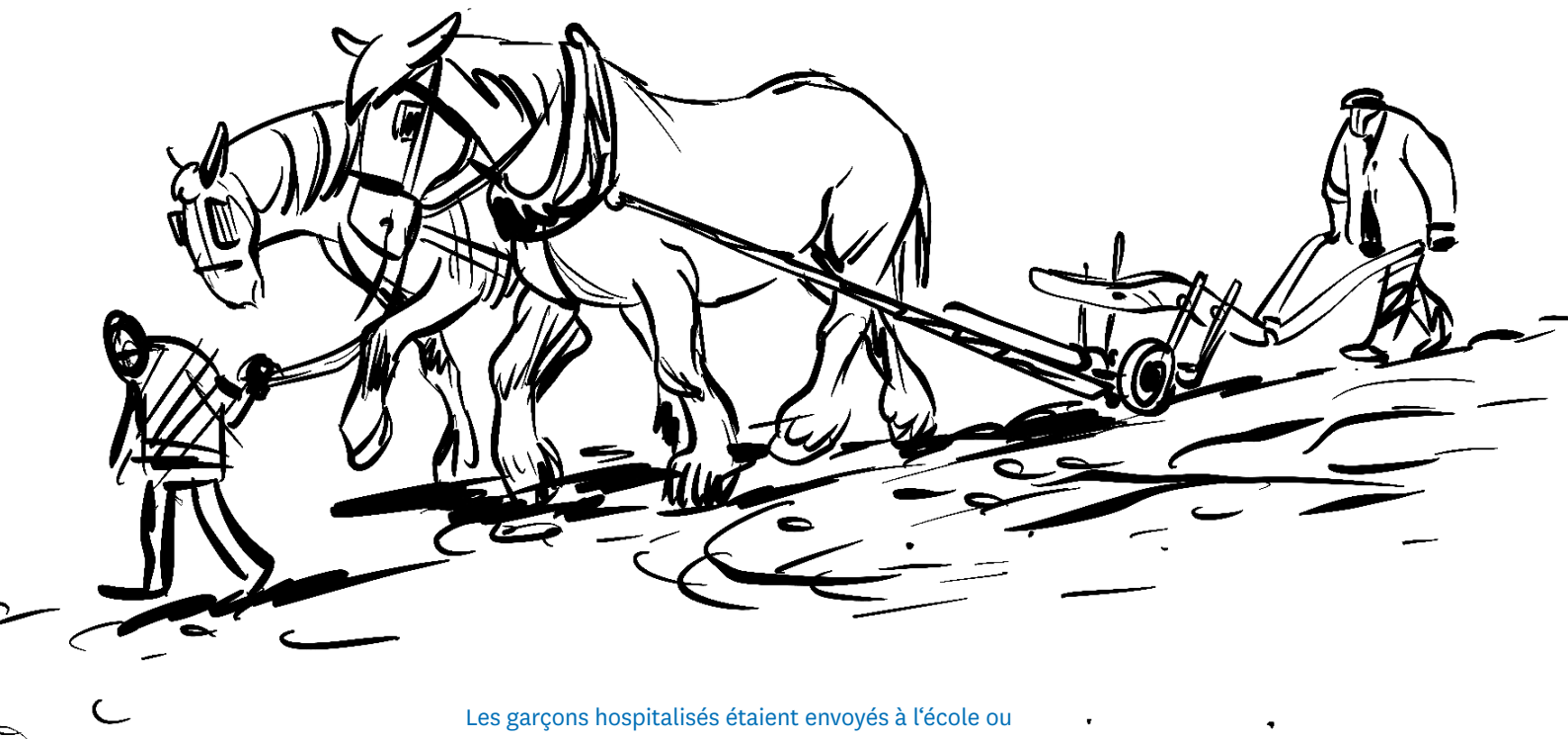


3

CETTE MAISON SITUÉE SUR LE TERRAIN DE L'HÔPITAL DES BOURGEOIS ÉTAIT LA **KINDERSTUBE** JUSQU'EN 1869. ICI, L'HÔPITAL HÉBERGEAIT DES ENFANTS TROUVÉS, DES ENFANTS ILLÉGITIMES ET DES ORPHELIN-E-S.



Au début du XVe siècle, les enfants étaient encore envoyés dans la ville pour mendier. Cependant, cela a été rapidement interdit - les enfants devaient être élevés pour devenir des membres „utiles“ de la société.

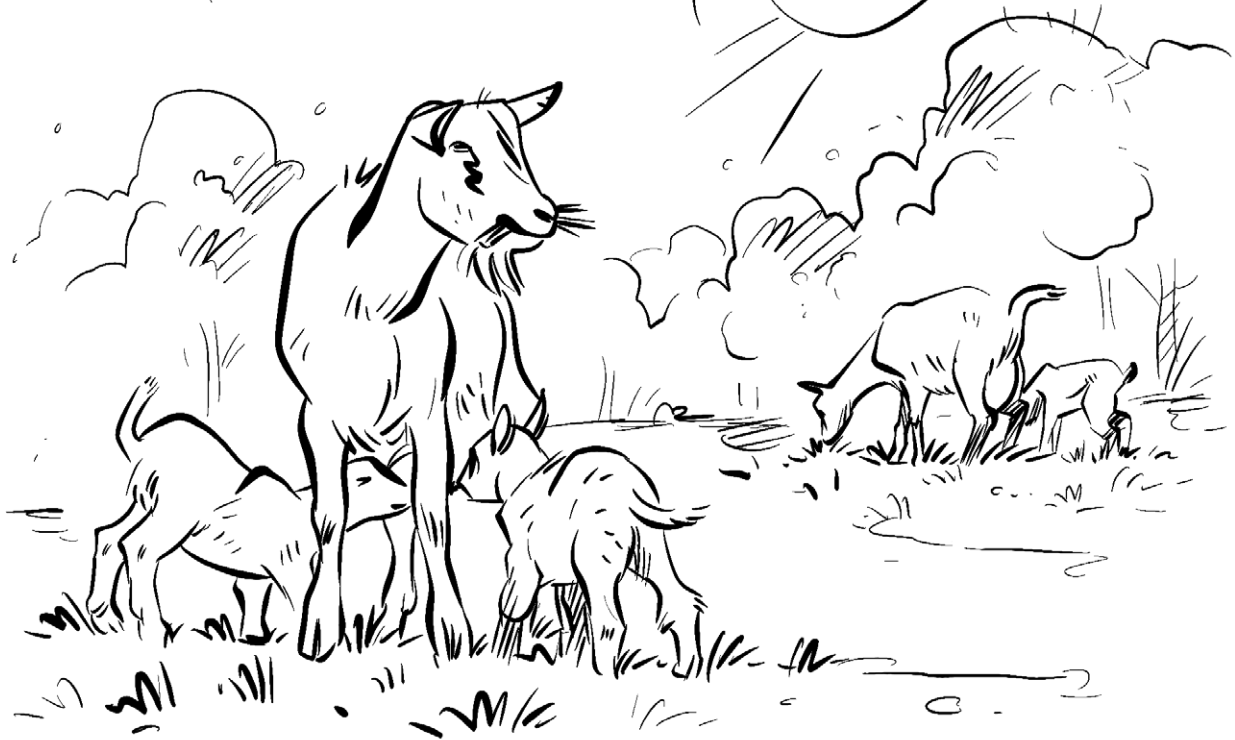


Les garçons hospitalisés étaient envoyés à l'école ou pouvaient recevoir une formation professionnelle à l'hôpital ou en ville. Les femmes hospitalisées ont été envoyées à l'école beaucoup plus tard, et la formation professionnelle était rare. Elles ont été employées à l'hôpital jusqu'à leur mariage.



4

AUTREFOIS, ON TRAVERSAIT ICI LE MUR DE LA VILLE POUR SE RENDRE AUX COMMUNS, LE BURGERNZIEL, QUI POUVAIT ÊTRE UTILISÉE PAR LES CITOYEN-NE-S DE LA VILLE.



Dans cette ceinture verte qui entoure la ville, les citoyen-ne-s pouvaient laisser paître leurs vaches et leurs chèvres.



Les citoyen-ne-s ont droit à la propriété de la communauté bourgeoise. Cela s'est fait en nature, comme le bois de chauffage du Burgernziel, mais aussi en argent.

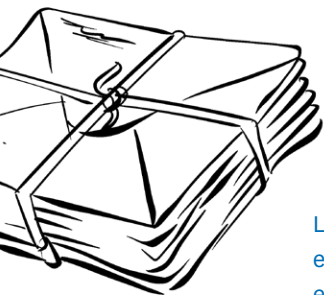
Les pierres de délimitation ont marqué la fin du Burgernziel. Quiconque était banni de la ville perdait le droit d'utiliser les communs et devait prêter serment ici. De plus en plus, les communautés sont devenues plus réticentes à accepter les étrangers et étrangères. Mais jusqu'en 1977, la Bourgeoisie était responsable des citoyen-ne-s appauvris. Elle soutient encore aujourd'hui diverses institutions sociales.



5

D'ICI, VOUS POUVEZ VOIR LA COLLINE
OÙ SE TROUVAIT L'INSTITUT **BON PASTEUR**.
ENTRE 1926 ET 1965, DES FILLES CONSIDÉRÉES
COMME VICIEUSES Y ÉTAIENT INTERNÉES.

Cet internement administratif faisait partie des mesures de coercition à des fins d'assistance et était effectuée par les voies officielles sans ordonnance du tribunal. Les jeunes femmes, âgées de 15 à 20 ans, devaient être éduquées pour devenir des „membres productifs de la société“ par le biais du travail forcé et de mesures disciplinaires.



Les contacts avec le monde extérieur étaient limités et les lettres à la famille étaient retenues.

Si elles essayaient de s'échapper, les jeunes femmes étaient parfois recherchées par la police.

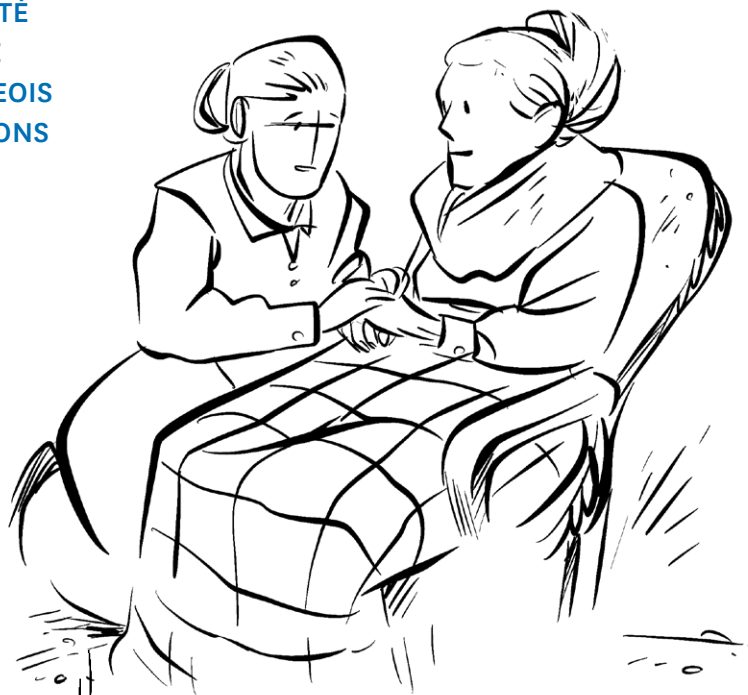
Les mesures de coercition à des fins d'assistance n'ont été interdites qu'en 1981, et la réévaluation se poursuit encore aujourd'hui.



6

VERS 1250, L'HÔPITAL NOTRE-DAME A ÉTÉ OUVERT ICI, DONT LES TÂCHES ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉES À L'HÔPITAL DES BOURGEOIS À LA FIN DU 17^E SIÈCLE POUR DES RAISONS DE PROBLÈMES D'ESPACE.

Au début, on s'occupait non seulement des malades physiques et mentaux, mais aussi des orphelin-e-s, des personnes âgées, des mendiants et des voyageurs et voyageuses. De nombreuses personnes soignées, ainsi que d'autres habitant-e-s de la ville, ont inclus l'hôpital dans leur testament.



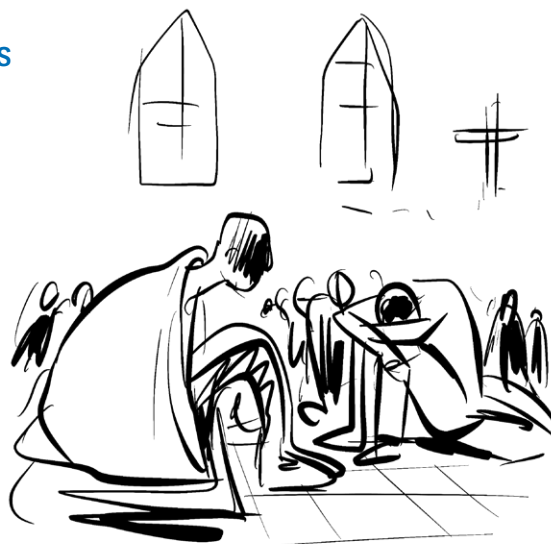
C'est ainsi que l'hôpital est devenu très riche et parfois le contribuable le plus riche de Fribourg. En cas de besoin il pouvait même accorder à la ville des prêts bon marché.

Un autre contribuable important était la Confrérie du Saint-Esprit, qui soutenait les pauvres par des dons d'argent ou de biens. Les autorités ont tenté de limiter cette aide parce qu'elle aurait encouragé la réticence des pauvres à travailler. Ainsi, les pauvres de la ville digne d'être soutenus ont reçu un badge en métal pour qu'on les reconnaisse et donne des dons. Cela n'a pas diminué la générosité des citoyen-n-es : pour les Fribourgeois-es, leur propre salut était plus important.

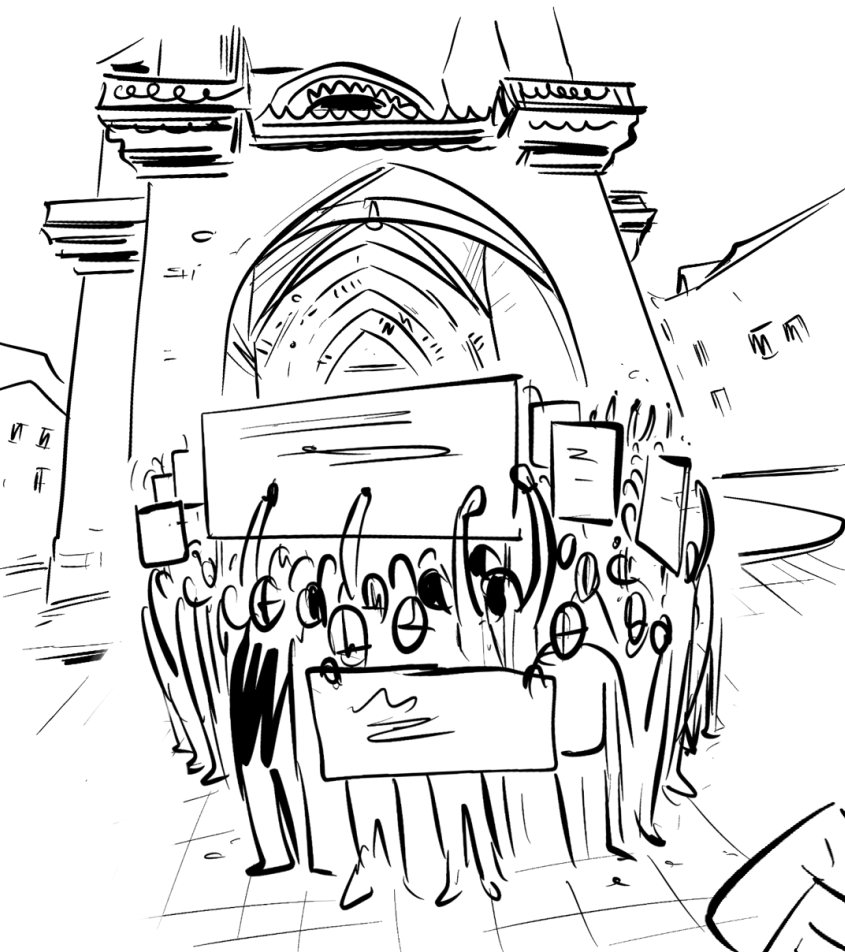




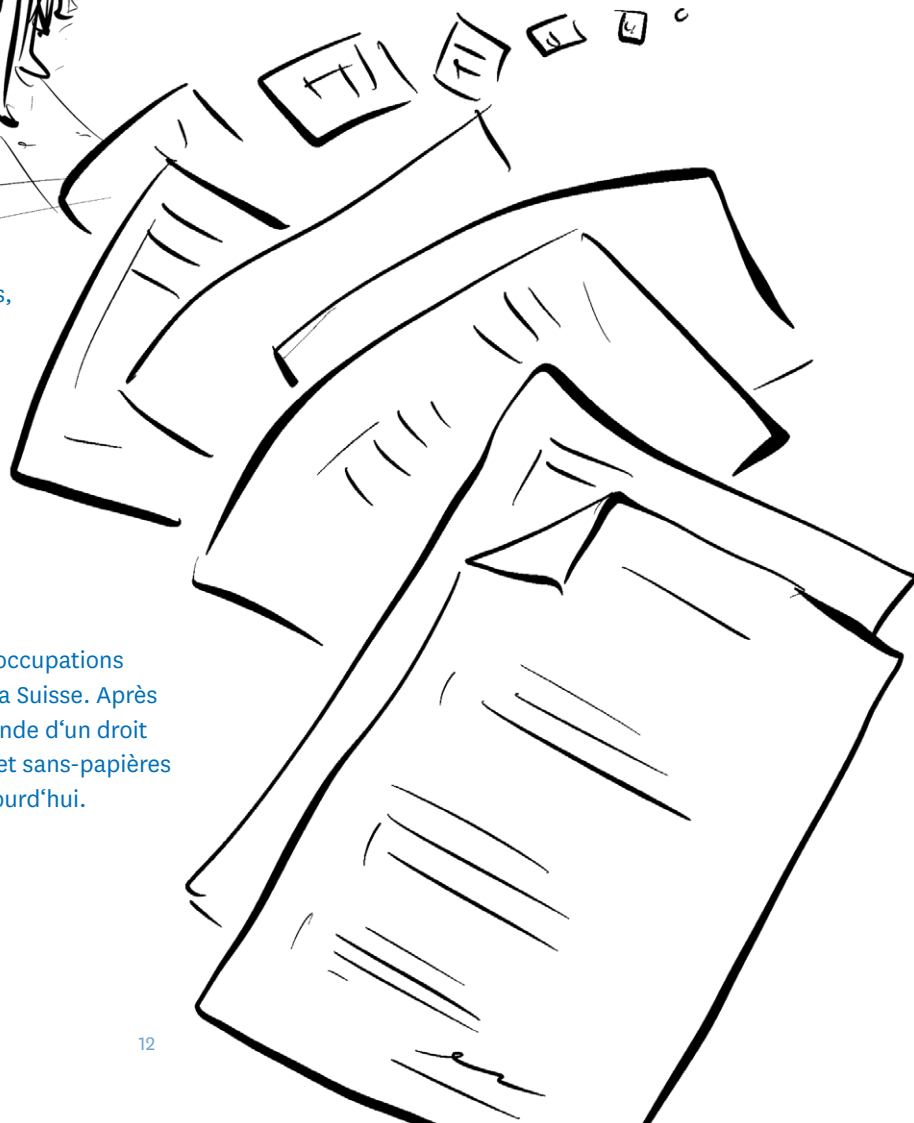
LES SANS-PAPIERS ET SANS-PAPÎÈRES SONT
DES PERSONNES QUI VIVENT EN SUISSE SANS
PERMIS DE SÉJOUR.



Dans l'église Saint-Paul de Fribourg, un groupe de 80 sans-papiers et sans-papîères a profité de l'asile d'église en 2001 et a lutté pour le droit de séjour.



De nombreuses personnes se sont engagées pour et avec le sans-papiers et sans-papîères, par exemple lors d'une manifestation ici au centre-ville. Cela a retardé l'évacuation de l'église par la police.



Dans les mois qui ont suivi, des occupations d'églises ont eu lieu dans toute la Suisse. Après de longues discussions, la demande d'un droit de séjour pour les sans-papiers et sans-papîères n'a pas été satisfaite jusqu'à aujourd'hui.



Un groupe d'étudiant-e-s de l'université de Fribourg a fondé le centre de conseil Release en 1972. Il était censé être un refuge pour les jeunes ayant des difficultés avec les drogues douces et l'alcool.

Release a suivi un travail social alternatif. Les travailleurs sociaux et travailleuses sociales ont approché les jeunes et leur ont offert un soutien sans coercition ni condamnation. L'estime de soi, l'intégration et la réalisation de chaque individu devaient être renforcées - un travail AVEC la personne au lieu de POUR la personne.

Tous et toutes ont été accueillis dans les locaux de Release. L'objectif était de fournir un réseau social aux jeunes afin qu'ils et elles ne se glissent pas dans le noyau dur du milieu de la drogue. Release n'a pas été soutenue par l'État dans les premières années. Depuis 2006, Release a été fusionnée dans l'association Reper.



INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1

LÉPROSERIE

Une forme très précoce d'activité sociopolitique remonte à l'époque de la fondation de la ville au milieu du XIII^e siècle. C'est une forme dans laquelle le soutien était très clairement associé à l'exclusion. En dehors de la muraille qui entoure la ville, derrière ces arbres, dans un lieu appelé Bourguillon, une léproserie a été fondée en 1252. En cas de suspicion de lèpre, des enquêtes approfondies étaient menées par l'assistant juridique de l'évêque et plus tard par un chirurgien. Cependant, il n'était pas toujours possible d'identifier une maladie au premier coup d'œil. Si la lèpre était diagnostiquée, la personne atteinte - qu'elle soit riche ou pauvre, homme ou femme, jeune ou vieux - devait immédiatement se rendre à la léproserie et rompre tout contact direct avec la famille, le milieu de travail et, d'une manière générale, avec ses semblables. Avoir des enfants devaient être évités, car la lèpre était considérée comme héréditaire.

Dans certains cas, la léproserie accueillait également d'autres patients incurables. Au total, il y avait généralement une vingtaine de patients, qui avaient tous une chambre individuelle. Cependant, les lépreux et lépreuses n'étaient pas seulement isolés, mais aussi approvisionnés. Grâce à des dons ou des legs, de l'argent était disponible pour les soins aux malades. L'argent était administré par le „recteur des lépreux“, qui vivait dans la ville. Les malades recevaient de l'argent au début du mois. De plus on leur fournissait régulièrement du pain et du vin. En automne, on leur donnait une quantité fixe de bois pour chauffer le poêle de leur chambre. En outre, il y avait d'autres dons de nourriture, d'argent ou de sucreries, qui étaient collectés chaque semaine dans la ville par l'“homme à la sonnette“, en charrette tirée par un âne. À Fribourg les malades étaient relativement bien pourvus en termes de nourriture. La lèpre étant considérée comme un fléau de Dieu, les malades n'étaient ni soignés médicalement ni traités d'une autre manière. Au début du XVI^e siècle, une salle de bain leur a été construite, pour qu'ils et elles puissent prendre des bains chauds. Peu étaient considérés comme guéris et libérés à nouveau.

À la fin du XV^e siècle la maison a brûlé et a été reconstruite. À la fin du XVII^e siècle, lorsque la lèpre était devenue rare, la léproserie a été transformée en asile pour personnes âgées pauvres et autres malades alités ou en phase terminale afin de soulager la charge de l'hôpital des

Bourgeois. Aucun nouveau prébendaire n'a été admis après 1807. L'ancienne léproserie a été démolie en 1838 et remplacée par l'hôtel et restaurant Trois Tours, qui a à peu près les mêmes dimensions. Les propositions visant à utiliser le bâtiment comme orphelinat, maison de retraite ou école ont été examinées et rejetées. La chapelle qui faisait partie de la léproserie est toujours debout.

2

L'HÔPITAL DES BOURGEOIS

À partir de 1636, l'hôpital de Notre-Dame se voyait confronté à un problème d'espace qui ne pouvait être résolu qu'avec un nouveau bâtiment. Pendant que les fonds nécessaires étaient collectés, divers emplacements étaient évalués pour la construction du nouvel hôpital. En 1677, on s'est mis d'accord sur le site actuel, qui était en périphérie mais ensoleillé et bien approvisionné en eau potable. Il y avait huit maisons sur le terrain acheté, dont le petit hôpital des Tisots. La première pierre du nouveau bâtiment a été posée en 1681. Il a été construit avec des matériaux recyclés provenant de l'hôpital de Notre-Dame. L'Ospedale Maggiore de Milan, qui était un hôpital très important à la fin du Moyen Âge, a servi de modèle. Le nouveau bâtiment, inauguré en 1699, est dominé par l'église avec son dôme frappant. Des dons et des legs ont permis de construire un bâtiment qui était, pendant des années, unique en Suisse. Il fut ensuite placé sous la juridiction des citoyens-ne-s de Fribourg et fut donc appelé hôpital des Bourgeois.

Parallèlement aux discussions sur un lieu approprié, les soins sont devenus plus restrictifs : les mendiant-e-s venant d'ailleurs et les personnes capables de travailler devaient à partir de 1625 travailler à l'hôpital de Notre-Dame pour être pris en charge. En même temps, l'hôpital de Notre-Dame devenait de plus en plus une institution médicale. Au lieu de faire venir des médecins et des barbiers de la ville pour des examens et des opérations, il a été décidé, au milieu du XVII^e siècle de transférer ces tâches à un médecin et à deux chirurgiens de l'hôpital. Les soins étaient confiés aux sœurs d'hôpital. L'hôpital est resté multifonctionnel en accueillant des voyageurs et voyageuses, des enfants, des malades et des personnes âgées et d'autres personnes ayant besoin de soins. Certaines personnes âgées démunies et d'autres personnes alitées et malades en phase terminale étaient hébergées dans la léproserie de Bourguillon. D'autres tâches ont complètement été transférées à des institutions spécialisées. À partir de 1872, un asile cantonal pour malades mentaux a été construit à Marsens, près du lac de Gruyère. Les personnes dont le comportement n'était pas conforme aux normes applicables y étaient également admises. Jusqu'à dans les années 1950, des essais de médicaments douteux ont été menés à Marsens.

Le 10 octobre 1937, un détenu de Marsens qui s'était enfui a mis le feu à l'hôpital des Bourgeois. Il a ensuite été modernisé et équipé d'une salle d'opération moderne, d'un service de radiologie et d'un laboratoire bien équipé. Cependant cela n'a pas pu empêcher la perte d'importance de l'hôpital. Dans le dernier quart du XIXe siècle, l'hôpital a dû céder des terrains pour la construction de la ligne de chemin de fer. Plus tard le complexe universitaire de Miséricorde a été construit sur le site de l'ancien cimetière. De plus ce n'est pas l'hôpital des Bourgeois qui est devenu l'hôpital cantonal mais la clinique de Gambach, ouverte en 1907. Le bâtiment de l'hôpital des Bourgeois, qui appartient à la Bourgeoisie est resté en service jusqu'à l'ouverture du nouvel hôpital cantonal en 1972. Le bâtiment de l'ancien hôpital des Bourgeois abrite aujourd'hui une partie de l'administration municipale ainsi que la bibliothèque municipale et la bibliothèque allemande.



KINDERSTUBE

On ne sait pas si les enfants étaient hébergés à l'hôpital de Notre-Dame dès le début. C'est en 1383 lorsqu'une citoyenne pieuse de la ville a décrété dans son testament que les prébendaires de l'hôpital, et explicitement aussi les enfants, devaient se voir servir du vin le jour de sa mort, que les enfants de l'hôpital de Notre-Dame ont été enregistrés pour la première fois. Les enfants trouvés, les enfants illégitimes, les orphelin-e-s et parfois les enfants dits difficiles étaient hébergés dans un bâtiment séparé du complexe hospitalier, qui comportait une ou deux chambres et une cuisine. Contrairement aux autres hôpitaux, à Fribourg les enfants étaient séparés des malades physiques et mentaux et des personnes âgées ayant besoin de soins. Les nourrissons étaient confiés à une nourrice à l'extérieur de l'hôpital et revenaient après le sevrage. Les enfants hospitalisés étaient pris en charge par la dignan (ou dignain).

Au début du XVe siècle, l'éducation consistait encore à envoyer les enfants en ville avec des cloches pour mendier. Avec le temps on a eu peur que les enfants s'y habituent et donc essayé de les éduquer par le travail pour qu'ils et elles deviennent des membres „utiles“ de la société, qui pourraient vivre de manière indépendante en tant qu'adultes en dehors de l'hôpital. En conséquence, la dignan devait combiner „la bonté maternelle“ avec la „sévérité paternelle“ et donner le bon exemple aux enfants par sa piété et son travail acharné.

Au début, l'enseignement scolaire se limitait à l'instruction religieuse. C'est en 1492, qu'un enfant hospitalisé a pour la première fois été inscrit à l'école. Dans de rares cas la fréquentation des études supérieures, par exemple à l'Université de Fribourg-en-Brisgau, était payée. D'autres

suivaient une formation professionnelle, que ce soit à l'hôpital en tant que boulanger, dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage ou auprès d'un maître artisan de la ville dans une profession commerciale. Ce n'est qu'en 1681 que les premières filles ont commencé à fréquenter l'école. La formation professionnelle était plutôt rare pour les filles. Elles étaient employées à l'hôpital et bénéficiaient d'un soutien financier lors de leur mariage.

Avec la construction de l'hôpital des Bourgeois, la Kinderstube a déménagé dans son propre bâtiment. Au XVIIIe siècle, le soutien était limité aux enfants des citoyen-ne-s de la ville de Fribourg. L'éducation des enfants avait été confiée à la Confrérie de St-Martin. Cette confrérie s'est également engagée dans la formation professionnelle des enfants pauvres qui ne vivaient à la Kinderstube. Les conditions d'enseignement étaient partiellement réglementées, ce qui permettait non seulement de définir les devoirs des enfants, mais aussi de sanctionner les enseignants abusifs.

En 1869, la Kinderstube a été remplacée par un orphelinat dans l'aile nord de l'ancien internat des Jésuites, dans le vieux quartier, près du Belluard. L'hôpital des Bourgeois continuait à soutenir le nouvel orphelinat financièrement. L'orphelinat employait, en plus du directeur, trois enseignant-e-s. Les enfants âgés de 4 à 16 ans recevaient une éducation religieuse et une éducation d'école primaire. L'artisanat, la musique et le dessin étaient également enseignés. Le bâtiment de l'ancien internat des Jésuites a été démoli à la fin du XXe siècle. Dans les années 1970, l'orphelinat s'était installé dans le foyer des Bonnesfontaines. Là on s'occupait des enfants et des jeunes ayant des difficultés personnelles et familiales. Celui-ci continue à être soutenu par la Bourgeoisie.

Le bâtiment de la Kinderstube a été surélevé d'un étage en 1887. Après l'incendie de l'hôpital des Bourgeois, les personnes âgées et alitées ont été hébergées dans la Kinderstube pendant les travaux de reconstruction et de modernisation. En 1939-1940, un étage a été supprimé. Le bâtiment a ensuite servi de poste de police, de résidence officielle, de fumoir, d'atelier, de salle de stockage et de diverses autres installations. Dans les années 1990, la ville a fait don du bâtiment de la Kinderstube à l'Université de Fribourg pour des activités culturelles et sociales à l'occasion de son 100e anniversaire. Au départ, la radio universitaire Unimix, la pastorale catholique et un bureau de recherche y étaient hébergés. Actuellement, en plus de la radio, le bâtiment abrite également la régie estudiantine pour le logement et la salle „Laure Dupraz“.

4

LES COMMUNS

A l'endroit où la route croise aujourd'hui la voie ferrée, il y avait autrefois la Porte de Payerne, par laquelle on quittait la ville. Les commons étaient à l'extérieur des murs de la ville, mais toujours dans la sphère d'influence de la ville. Les commons étaient une ceinture verte autour de la ville avec de nombreux buissons, qui servait de bien commun. Ici, les citoyen-ne-s de la ville pouvaient laisser paître leurs vaches et leurs chèvres - qui avaient perdu en importance avec le développement croissant de l'artisanat et de la petite industrie - et pouvaient ramasser du bois. La Bourgeoisie de Fribourg possédait également des domaines agricoles, des vignobles et des forêts en campagne. Les commons comprenaient également des puits qui, jusqu'au 20e siècle, apportait de l'eau potable en ville. Par le biais de la citoyenneté, on avait le droit à une part des biens commons (la propriété commune). On pouvait recevoir une sorte de „revenu minimum en nature“. La Bourgeoisie soutenait diverses institutions sociales avec des ressources naturelles et de l'argent.

L'une des particularités de l'aide sociale en Suisse est l'importance historique de la communauté dans laquelle on a le droit de citoyenneté. Cette commune était généralement chargée de soutenir les citoyen-ne-s démunis-e-s. De ce fait, les communes étaient peu enclines à accepter de nouveaux citoyen-ne-s. Les itinérant-e-s, les parias et les malades étaient particulièrement touchés par cette situation. Après des guerres ou des épidémies, les communes étaient souvent plus généreuses car elles avaient besoin de mains-d'œuvre.

L'assistance sociale par la Bourgeoisie a plus ou moins fonctionné jusqu'à la fin du Moyen Âge. Plus tard des restrictions ont été mises en place et un nombre croissant de personnes ont été exclues de l'assistance. Le peu de soutien qui était fourni était associé à un important contrôle social. A cause de l'urbanisation et de la mobilité le principe de l'assistance par la commune d'origine a été mis sous pression, car il n'était plus d'actualité. De plus en plus de cantons ont alors adhéré à un concordat qui faisait participer la commune de lieu de résidence aux coûts de l'aide aux pauvres. En 1967, le dernier canton a adhéré à ce concordat et en 1977, la Constitution a été modifiée. Techniquement parlant, la Confédération a, avec la Loi fédérale en matière d'assistance, renoncé à ses compétences en matière d'aide sociale et les a déléguées aux cantons, qui les délèguent à leur tour généralement aux communes de résidence. Il en résulte des différences majeures en matière d'aide sociale, même si la Conférence suisse des institutions d'action sociale CSIAS s'efforce de mettre en œuvre les recommandations unitaires dans toute la Suisse. Depuis l'entrée en vigueur de la loi en 1979, le principe de la commune d'origine ne s'applique que si une personne n'a pas de résidence.

Le bâtiment principal de l'université se trouve en partie sur les commons, en partie sur la zone du cimetière, qui appartenait à l'hôpital des Bourgeois se trouvant encore dans les murs de la ville.

5

BON PASTEUR

Jusqu'en 1981, il était possible en Suisse d'ordonner, sans décision judiciaire, l'internement administratif par les autorités locales. Ceci violait le principe de la séparation des pouvoirs. Souvent, les personnes concernées n'étaient même pas entendues et n'avaient aucune possibilité de faire recours. L'internement administratif était légitimé comme une mesure de maintien de l'ordre public et comme un moyen de lutte contre la pauvreté. La plupart des personnes touchées étaient issues de la classe sociale inférieure.

Les hommes étaient souvent internés parce qu'ils et elles étaient considérés comme „paresseux“ ou „alcoolique“ et ne remplissaient donc pas le rôle d'unique soutien de famille. Dans le cas des femmes, l'internement administratif était souvent causé par un comportement qui était en contradiction avec le rôle de la femme à cette époque et considéré comme „licencieux“ ou „viciieux“. Il s'agissait, par exemple, de désobéissance aux parents, de relations sexuelles prémaritales ou extras maritales ou de l'accusation de prostitution. Le comportement des femmes pouvait également être une réponse à des circonstances qu'elles n'avaient pas choisies elles-mêmes. Prenons l'exemple de Claire qui a été internée parce qu'elle avait été jetée hors de la maison par sa mère et a donc dû passer les nuits chez différents hommes. D'autres raisons pour l'internement administratif étaient : l'atteinte d'une maladie sexuellement transmissible, la tuberculose, une „maladie mentale“, le vol et, dans le cas des enfants et des adolescents, le „besoin d'éducation“.

Dans le canton de Fribourg, il y avait deux institutions d'internement administratif pour les filles et les femmes. Les femmes majeures étaient généralement envoyées à la prison de Bellechasse, au nord de Morat, où elles étaient traitées de la même manière que les condamnés. Entre 1926 et 1965 les jeunes filles de 15 ans et plus étaient internées à l'Institut Bon Pasteur jusqu'à leur libération ou jusqu'à ce qu'elles atteignent l'âge de 20 ans.

L'Institut Bon Pasteur était situé à Villars-les-Joncs sur une colline, à la périphérie de la ville, et accueillait également des filles arrivant à l'institution par d'autres voies. D'une part, l'internement administratif était conçu comme une punition. D'autre part, les filles „déchues“ et „vicieuses“ internées devaient être éduquées pour devenir des membres productifs de la société. Cela se faisait, par exemple, en suivant des cours de sténographie, de langues

ou d'économie domestique. A Bon Pasteur, il était également possible de suivre un apprentissage de tailleur ou de repasseur.

L'internement, la discipline et l'éducation au travail étaient présentées comme étant dans l'intérêt des personnes concernées, mais en réalité cela s'apparentait davantage à une privation de liberté. Les contacts avec le monde extérieur étaient fortement contrôlés et restreints. Les lettres destinées à la famille, par exemple, étaient retenues. Quelques filles avaient à plusieurs reprises tenté de s'échapper. En cas d'évasion, la police était informée par les superviseurs et une opération de recherche était lancée. Beaucoup de rapports de femmes internées mentionnent des cauchemars et des pensées suicidaires.

L'Institut Bon Pasteur était dirigé par des religieuses. Jusqu'en les années 1950, elle disposait d'une antenne à Lully (près d'Estavayer-le-Lac). Après sa fermeture, les internées ont toutes été transférées à Fribourg. En 1965, l'Institut Bon Pasteur a été fermé par manque de sœurs. Aujourd'hui, la maison appartient à la Fondation les Buissonnets. Cette fondation gère diverses installations pour personnes en situation de handicap.

En plus des internements administratifs, d'autres mesures de coercition à des fins d'assistance comme le système d'enfants placés de force, ou la stérilisation forcée existaient en Suisse au 20^e siècle. Les mesures de coercition à des fins d'assistance n'ont été interdites qu'en 1981. Cette pratique est actuellement réévaluée. Le Conseil fédéral a en 2013 présenté ses excuses officielles aux victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance. En 2014, il a ordonné que ceux qui avaient été victime de telles mesures soient entièrement réhabilités. La même année, le fonds de secours d'urgence a été créé. Ce fonds était destiné à aider les victimes en cas d'urgence financière. Il a servi de mesure transitoire jusqu'en 2017, date à laquelle le Conseil fédéral a pu initier une indemnisation accompagnée des études scientifiques.



L'HÔPITAL DE NOTRE-DAME

Ce n'est pas clair quand exactement et par qui l'"Hôpital des pauvres malades de la bienheureuse Vierge Marie" a été fondé, mais il existait certainement en 1249. Il a probablement été fondé par la Bourgeoisie à laquelle l'hôpital était subordonné et à laquelle un ou plusieurs bâtiments existants ont probablement été donnés. L'église de Notre-Dame voisine servait d'église de l'hôpital, c'est pourquoi l'hôpital a également été appelé hôpital de Notre-Dame. Il s'agissait d'un ensemble de petits bâtiments d'un ou deux étages, qui ont été construits progressivement. De plus grands bâtiments ont également été ajoutés.

Comme d'autres hôpitaux à l'époque, il ne servait pas

seulement à soigner les malades physiques et les personnes atteintes de maladies psychiques, à l'exception des lépreux et lépreuses, mais aussi à soigner les enfants, les personnes âgées, les mendiant-e-s et autres personnes dans le besoin ainsi que les voyageurs et voyageuses. On s'orientait aux sept œuvres miséricordieuses de la bible : vêtir ceux qui sont nus, donner à boire à ceux qui ont soif, donner à manger aux affamés, accueillir les pèlerins, assister les malades, visiter les prisonniers et ensevelir les morts. Toutes ces tâches étaient prises en charge par l'hôpital de Notre-Dame, qui occupait ainsi une position clé dans le système de protection sociale de la ville de Fribourg. Au début, l'aide était fournie indépendamment du fait que quelqu'un soit citoyen-ne de la ville ou non. Dans les siècles suivants, l'aide est devenue de plus en plus restrictive et diverses tâches ont été transférées à des institutions spécialisées.

L'hôpital de Notre-Dame a donc également servi de maison de retraite gratuite. Les personnes concernées léguaient leurs biens à l'hôpital. Comme il était courant au Moyen Âge, pour les citoyen-ne-s les plus riches, d'inclure l'hôpital ou la Bourgeoisie dans leur testament, l'hôpital a accumulé une fortune considérable jusqu'au milieu du XVe siècle. En 1445, l'institution était le contribuable le plus riche de la ville. En cas de besoin il pouvait même accorder à la ville des prêts bon marché.

L'hôpital Notre-Dame a été démoli en raison de problèmes d'espace, et puis remplacé par l'hôpital des Bourgeois, qui ouvre en 1699.

Confrérie du Saint-Esprit

La Confrérie du Saint-Esprit a longtemps été la deuxième institution la plus importante dans le domaine de l'assistance aux pauvres, aux malades et aux voyageurs et voyageuses à Fribourg. Elle a été mentionnée pour la première fois en 1264. On ne sait pas qui l'a fondée. Mais c'était un mouvement laïque bourgeois. Le nombre de membres a été estimé à plusieurs centaines d'hommes et femmes de différentes classes sociales.

La Confrérie du Saint-Esprit soutenait les pauvres de la ville de Fribourg par des dons d'argent ou de biens. Les distributions d'argent étaient hebdomadaires. Le pain était distribué régulièrement et avant certaines fêtes de la viande était distribuée. Avant le début de l'hiver on distribuait des vêtements et des chaussures. On veillait à ce que toutes les personnes dans le besoin soient servies. S'il n'y avait pas assez de pain, on allait en acheter chez le boulanger. S'il manquait de la viande, on donnait de l'argent pour qu'elle puisse être achetée. Plusieurs centaines de personnes étaient servies à la fois, et leur nombre augmentait avec le temps. Les coûts des interventions médicales par, exemple, ou le soutien financier des femmes enceintes ou des étudiants pauvres étaient aussi pris en charge par la Confrérie du Saint-Esprit.

Au début, le soutien de non-citoyen-ne-s était aussi

courant. Beaucoup de Fribourgeois-es mentionnaient la Confrérie du Saint-Esprit dans leur testament. Ces dons étaient également destinés à assurer le salut de leurs propres âmes. L'interaction entre l'assistance des pauvres et la „prévoyance“ de l'au-delà est bien illustrée sur les peintures des ailes du retable de Bugnon. Elles ont probablement été peintes en 1506-07. Mais les tableaux du retable ne montrent pas seulement les „âmes sauvées“, qui sont emmenées au ciel par des anges et la distribution de vêtements, de viande et de pain aux pauvres, mais aussi les restrictions croissantes et l'expulsion des personnes non-autorisées.

Ces restrictions en matière d'aides ont commencé peu avant le début du XVI^e siècle. En 1498, le conseil a interdit la distribution de pain et de viande aux étrangers et étrangères. Les pauvres de la ville ont reçu un badge en métal pour qu'on les reconnaisse. Dès lors, les étrangers et étrangères étaient chassés lors de la distribution des dons. L'assistance des pauvres était de plus en plus restreinte et on faisait la distinction entre „bons“ et „mauvais“ pauvres. À partir de 1580, il existait une liste des personnes habilitées à recevoir des dons. Un „Stüwrsammler“, un collecteur d'impôts, collectait l'argent pour les dons. Pour cela, la distribution publique de dons, a partiellement été abolie (entre autres la distribution hebdomadaire d'argent). Ce nouveau système ne fonctionnait pas bien, car de moins en moins d'argent était collecté.

À partir de la fin du XVI^e siècle, la Confrérie du Saint-Esprit a commencé à perdre en importance. Au 17^{ème} siècle, les premiers essais de programmes de travail pour pauvres ont été initiés. En 1680, le gouvernement fait construire une usine de tissu de taille moyenne sur la place de Notre-Dame. Elle se trouvait dans la maison démolie en 1950 à droite de la grenette. Les pauvres y filaient de la laine, tissaient et teintaient du tissu. C'est comme ça que le gouvernement a donc fourni des emplois et soutenu la production financièrement. Près d'un siècle plus tard, une autre grande confrérie, la Confrérie de St-Martin, a utilisé le même bâtiment pour des programmes de travail destinés aux pauvres.



SANS-PAPIERS/SANS-PAPIÈRES

Le mouvement sans-papiers et sans-papierses trouve son origine à Lausanne. En avril 2001, 157 migrant-e-s kosovars ont obtenu l'asile religieux dans l'église de Bellevaux. Certains d'entre eux étaient venus en Suisse en tant que migrants saisonniers ou réfugiés. L'expiration de leur permis de séjour temporaire les a faits des sans-papiers. Ils et elles se battaient pour obtenir un droit de séjour et revendiquaient un permis de séjour et de travail pour tous ceux qui avaient vécu et travaillé en Suisse durant 4 ans.

Deux mois plus tard, le lundi de Pentecôte, l'église Saint Paul de Fribourg était occupée par des sans-papiers et sans-papierses qui exigeaient une régularisation collective au nom de tous les sans-papiers. Les occupants étaient beaucoup plus hétérogènes que ceux de Lausanne. Parmi les 80 personnes, il y avait aussi celles qui, à l'origine, n'étaient venues en Suisse qu'avec un visa de touriste. Dans leur manifeste, les sans-papiers et sans-papierses argumentaient également sur la contribution économique qu'ils et elles pouvaient apporter. Comme il y avait une pénurie de main-d'œuvre, notamment dans le secteur agricole, ils et elles étaient également soutenus par des parlementaires cantonaux ayant des liens étroits avec l'agriculture. La réaction des autorités face à l'occupation a été hésitante, d'où la prolongation de la période de tolérance à plusieurs reprises. Après presque trois mois, une première tentative a été menée pour évacuer l'église. Cependant, plus de 80 sympathisants avaient bloqué l'entrée, parmi eux quatre membres du Conseil national. Lorsque l'église a finalement été évacuée la nuit suivante, les sans-papiers et sans-papierses n'étaient plus là. L'occupation a mené à diverses actions de soutien à Fribourg.

L'occupation de Fribourg a marqué un tournant important dans l'histoire du mouvement sans-papiers et sans-papierses à deux égards : D'une part, le droit de rester a été exigé non seulement pour un certain groupe, mais pour toutes les sans-papiers et sans-papierses. Leur nombre est estimé entre 70 000 et 300 000. D'autre part, le mouvement a réussi à franchir la frontière linguistique et à s'étendre en Suisse alémanique.



RELEASE

En 1972, des étudiant-e-s de l'Université de Fribourg ont créé à la rue des Alpes 30 un centre de conseil pour les jeunes en difficulté, surtout avec les drogues douces et l'alcool. Ils et elles accueillaient les jeunes le soir, les aidaient à trouver un emploi ou un appartement, les écoutaient, faisaient de la musique ou regardaient des films ensemble. Ils et elles ne voulaient pas que les jeunes tombent plus bas dans le milieu de la drogue. Le nom „Release“ signifiait la libération de la dépendance.

Les étudiant-e-s voulaient par un travail social alternatif s'attaquer au problème social de la toxicomanie, devenant visible. Il était important pour eux de bénéficier d'une intervention de bas seuil sans coercition ni condamnation. Fortement influencés par l'esprit des années 1968, ils et elles étaient contre les institutions. Chez Release, il n'y avait pas d'inscriptions, pas de dossiers et, initialement, pas de travailleurs sociaux et travailleuses sociales formés. Au commencement, ils et elles avaient des difficultés à établir le contact avec les jeunes. C'est pour cette raison-là, que des travailleurs sociaux et travailleuses sociales francophones ont été engagés pour faire du travail social de rue.

Au début, Release était principalement financé par l'Œuvre de séraphique de charité de Soleure, ce n'est qu'à partir de 1977 que le canton de Fribourg a apporté son soutien financier. Pendant au moins 15 ans tout l'argent était mis dans un pot commun. L'utilisation de l'argent a été discutée et décidée démocratiquement. En se remémorant l'euphorie de la phase initiale, l'une des cofondatrices déclare qu'ils et elles croyaient à l'époque que Release résoudrait le problème de la drogue. Même si cet objectif n'a pas été atteint, une institution permanente en est le fruit.

En 2006, Release s'est fusionnée avec la LIFAT (Ligue fribourgeoise pour la prévention de l'alcoolisme et des autres toxicomanies). Cela a donné naissance à l'association Reper. Ce centre de conseil pour la prévention de la toxicomanie et de l'exclusion sociale a la même vision que Release. Comme Release, Reper est également politiquement engagé dans la dépénalisation de la consommation.

BIBLIOGRAPHIE

Anderegg, Jean-Pierre (2015).

«In der Stat und in den Zilen»:

Freiburgs Stadtbann, Bürgerziel und Gemeindegrenze.

Freiburger Geschichtsblätter, 92, 9-24.

Borer, Monika (1996).

Von der Armenfürsorge zur modernen Sozialhilfe gezeigt am Beispiel der Entwicklung der Gesetzgebung im Kanton Freiburg. Bern: Edition Soziothek.

Curat, Kathya, Stéphanie Buchs et Jean Rebschitzki (2014).

Release. Des pionniers témoignent. Aux racines de la prévention des toxicomanies et de l'exclusion social en pays de Fribourg. [Fribourg :] [éditeur non identifié].

De Raemy, Abbé Charles (1900).

Etablissements charitables de la ville et du canton de Fribourg en Suisse. Notice Historique et Statistique.

Fribourg : Imprimerie Frangière Frères.

Denzler, Alice (1925).

Jugendfürsorge in der Alten Eidgenossenschaft.

Ihre Entwicklung in den Kantonen Zürich, Luzern, Freiburg, St. Gallen und Genf bis 1798.

Zürich: Verlag des Zentralsekretariates Pro Juventute.

Dubas, Jean (1982).

La léproserie et les chapelles de Bourguillon : aperçu historique et artistique.

Fribourg: Ed. du Cassetin.

Eppler, Ruedi und Eva Schär (2010).

Stifter, Städte, Staaten. Zur Geschichte der Armut,

Selbsthilfe und Unterstützung in der Schweiz 1200-1900.

Zürich: Seismo.

Locher, Eva (2014).

Die administrative Versorgung Minderjähriger Frauen ins Institut Bon Pasteur.

Freiburger Geschichtsblätter, 91, 147-170.

Niquille, Jeanne (1921).

L'hôpital de Notre-Dame à Fribourg. Thèse présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg (Suisse) pour obtenir le grade de Docteur.

Fribourg : Imprimerie Frangière Frères.

Niquille, Jeanne (1925).

La confrérie du Saint-Esprit de Fribourg au XVme et au XVIme siècle.

Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte =

Revue d'histoire ecclésiastique suisse, 19, 190-205.

Niquille, Jeanne (1956).

La léproserie de Bourguillon.

Annales Fribourgeoises, 42, 47-61.

Niquille, Jeanne (1957).

Les premières institutions sociales. In: Société d'Histoire / Geschichtsforschender Verein (eds./Hrsg.).

Fribourg-Freiburg 1157-1481 (230-259). Fribourg: Fragnière.

Release (1991).

La petite zone : des jeunes proches de la zone /

Die « petite zone » : Jugendliche am Rand der Szene.

Fribourg : Release.

[Schweizer, Catherine] (1995).

La Bourgeoisie dans « tous ses états... »

L'Hôpital des Bourgeois : hier et aujourd'hui.

Bulletin d'information de la ville de Fribourg /

Mitteilungsblatt der Stadt Freiburg 1700, 111(janvier), 12-13.

Utz Tresp, Kathrin (2002).

Barmherzigkeit und Versicherung zugleich: die Armenfürsorge der Freiburger Heiliggeistbruderschaft an der Wende vom Spätmittelalter zur frühen Neuzeit.

Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und

Sozialgeschichte = Société suisse d'histoire économique et sociale, 18, 183-197.

IMPRESSUM

Le tour de ville socio-politique est un projet du
Département de travail social, politiques sociales
et développement global de l'Université de Fribourg
achevé en 2020 sous la direction de Daniel Künzler.

Nadia Seiler et Nora Lynn Huber
y ont contribué dans le cadre
d'un stage universitaire.

La version française est basée sur une traduction
d'Aurélié Salamin. Le projet est soutenu par le Fonds
d'innovation pour l'enseignement et l'apprentissage
de la Faculté des lettres de l'Université de Fribourg.

Departement für Sozialarbeit,
Sozialpolitik und globale Entwicklung:
www.unifr.ch/sopa

Daniel Künzler:
daniel.kuenzler@unifr.ch

Textes :
Daniel Künzler, Lenz Mosbacher

Conception et illustrations :
Lenz Mosbacher

Vous pouvez trouver plus d'informations
sur www.unifr.ch/go/tourdeville
ou avec ce code QR!

